

BRÉSIL

Faits et chiffres

« *Ils arrivent en tirant...* » **Le maintien de l'ordre au sein des populations socialement exclues**
(index AI : AMR 19/025/2005)

Index AI : AMR 19/033/2005

ÉFAI

Embargo : vendredi 2 décembre 2005 (13 h 00 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES FAITS ET LES CHIFFRES

Violence et criminalité

Disparités sociales

En 1998, 20 p. cent de la population (catégorie la plus aisée) accaparaient 64,4 p. cent des revenus et de la consommation, tandis que les 20 p. cent les plus pauvres disposaient seulement de 2 p. cent.

Le taux d'homicide dans les grands centres urbains du Brésil est parmi les plus élevés de la planète.

Pour la seule année 2002, près de 50 000 homicides ont été recensés dans le pays ; des centaines de milliers de personnes ont en outre été victimes d'agressions ou de vols avec violence.

Les meurtres sont particulièrement nombreux dans les zones d'exclusion économique et sociale, où la police est peu présente.

En 2001, 309 homicides (soit un taux de 123 pour 100 000) ont été enregistrés à Jardim Ângela, un quartier défavorisé du sud de São Paulo, alors qu'on n'en signalait que deux (soit un taux de trois pour 100 000) dans le quartier résidentiel de Moema, habité par les classes moyennes et distant de quelques kilomètres seulement.

Le Brésil a le triste privilège d'avoir l'une des plus fortes concentrations de voitures blindées appartenant à des particuliers dans le monde.

Violences policières

Il ressort des statistiques officielles que la police des États de São Paulo et de Rio de Janeiro a tué 9 889 personnes entre 1999 et 2004, dans des circonstances qualifiées de « *résistance suivie de mort* ». En conséquence, 558 policiers de Rio de Janeiro ont été sanctionnés. Quatorze d'entre eux ont été rayés des cadres de la police.

Les policiers courent eux-mêmes de sérieux risques. Ainsi, pour la seule ville de Rio de Janeiro, 52 policiers ont été tués en service en 2004.

Victimes des violences policières : portrait-robot

La majorité des victimes de la violence policière sont des jeunes, pauvres, noirs ou métis ; beaucoup n'ont pas d'antécédents judiciaires.

Selon l'UNESCO, 93 p. cent des personnes mortes par homicide au Brésil en 2000 étaient de sexe masculin. Les jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans risquent 30 fois plus d'être victimes d'un homicide que le reste de la population. Le nombre d'homicides est deux fois plus élevé chez les Noirs que chez les Blancs. Sur 17 900 jeunes morts par homicide en 2002, 11 308 étaient noirs, 6 592 étaient blancs.

Massacres

2005 Baixada Fluminense – 29 personnes tuées par un escadron de la mort.

1997 Eldorado dos Carajás – plusieurs militants des droits à la terre assassinés.

1993 Cathédrale de Candelaria – massacre d'enfants dormant sur les marches de l'édifice religieux.

1993 Vigário Geral – massacre d'habitants d'une favela.

1992 Prison de Carandiru – des détenus non armés d'un centre de détention de São Paulo sont tués.

D'innombrables homicides ne sont jamais signalés.

Les armes de petit calibre

On estime à environ 17 millions le nombre d'armes légères présentes dans le pays, dont 15 millions aux mains de particuliers. Sur ce total, environ neuf millions sont détenues en toute illégalité ; quatre millions appartiendraient à des délinquants.

À Rio de Janeiro, la police avait confisqué 3 891 revolvers de 1960 à 1969. Ce chiffre est passé à 53 526 pour la période allant de 1990 à 2001. Si la majorité des armes saisies sont des armes de poing, le nombre des armes à répétition (fusils d'assaut, mitrailleuses et mitraillettes) est en nette augmentation. La police a également saisi des grenades, des mortiers, des bazookas et des mines terrestres dans les arsenaux des trafiquants de drogue, qui se seraient procurés certains de ces engins auprès de l'armée, soit en les volant, soit en les achetant illégalement.

Le Brésil est le plus gros fabricant et le principal exportateur d'armes de petit calibre de la région. Les trois-quarts environ des armes confisquées par la police sont de fabrication brésilienne.

Dans une récente déclaration, le directeur des services de renseignement de la police de Rio de Janeiro estimait que 80 p. cent des armes en circulation dans les favelas de Rio venaient du Paraguay, où les ventes d'armes étaient beaucoup moins contrôlées. Une partie de ces armes, de fabrication brésilienne, aurait été exportée vers le Paraguay, pour être ensuite rapatriée clandestinement.

Le gouvernement a lancé en juillet 2004 une campagne de désarmement. En juin 2005, 356 139 armes à feu avaient été collectées dans tout le Brésil et avaient été détruites.

Sécurité publique

Il ressort d'une enquête menée en mai 2005 par l'université fédérale de Fluminense que 30 p. cent de la population étaient plutôt ou complètement d'accord avec l'idée qu'« *un bon bandit, c'est un bandit mort* ».

En avril 2005, le secrétaire d'État à la Sécurité publique de Rio de Janeiro, Marcelo Itagiba, a fait la remarque suivante : « *Si la police travaille plus, elle tue forcément plus.* »

QUELQUES CAS

Homicides perpétrés par la police

Cinq jeunes, dont un adolescent de treize ans, auraient été exécutés de manière extrajudiciaire le 6 janvier 2004, à Cajú, une favela du nord de Rio de Janeiro. Un témoin et plusieurs membres des familles des victimes ont expliqué à la police que deux policiers s'étaient précipités vers les cinq garçons, en tirant sur eux, alors que ceux-ci étaient assis dans un bar. Les garçons ont tenté en vain de décliner leur identité. Leurs corps ont été retrouvés le lendemain dans une mare de boue, derrière un garage situé non loin de la favela. La police a ouvert une enquête sur ces meurtres. Peu de temps après le drame, le seul témoin, qui avait lui-même été blessé par une balle, a quitté le quartier avec sa famille, en expliquant qu'il avait peur de la police.

En avril 2005, des délégués d'Amnesty International ont pu rencontrer la sœur du jeune garçon de treize ans, tué l'année précédente. Mère de trois enfants, Elizabete Maria de Souza a expliqué qu'elle ne dormait plus, la nuit, car elle craignait pour la vie de ses filles. Elle ne parvenait à s'assoupir un court instant qu'au petit matin, avant de partir travailler. Elle a dit aux délégués d'Amnesty International que des patrouilles de police passaient régulièrement dans la rue, en ralentissant devant chez elle. Elle a ajouté qu'elle cherchait un moyen de déménager avec ses trois filles, pour qu'elles soient en sécurité, dans un autre quartier.

Descentes de police dans les favelas

Le 28 août 2005, à cinq heures du matin, des membres de la police militaire de São Paulo ont investi la favela de Jardim Elba, à Sapopemba, à l'est de São Paulo. Cette opération a été dénoncée par la population :

« *On avait l'impression d'être en guerre. La police a envahi notre favela de part en part [...] Les rues ont été barrées, la police militaire à cheval bloquant tous les accès piétonniers.* »

Les autorités ont ensuite expliqué aux dirigeants associatifs que l'opération, baptisée *Saturation*, visait à lutter contre le trafic de drogue et à resserrer les liens entre la police et la population. Un communiqué de presse publié sur le site Internet du secrétariat d'État à la Sécurité publique de São Paulo indiquait que la police avait interrogé 4 797 personnes, fouillé 474 voitures et 401 motos, et perquisitionné dans 210 entreprises.

Amnesty International a cependant été informée par diverses associations de Sapopemba que de nombreux actes de discrimination et autres atteintes aux droits humains avaient été commis au cours de l'intervention de la police : violations de domiciles, fouilles abusives et brutales sur la personne de femmes, confiscation ou destruction de nourriture, etc.